

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES Raffinage France SA

Port 4780 - 4780 Route du Fortelet
BP 79
59279 Dunkerque

Références : -

Code AIOT : 0007000918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES Raffinage France SA implanté Etablissement des Flandres - Port 4780 - Route du Fortelet BP 79 - MARDYCK 59279 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES Raffinage France SA
- Etablissement des Flandres - Port 4780 - Route du Fortelet BP 79 - MARDYCK 59279 Dunkerque
- Code AIOT : 0007000918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Situé au sein de l'établissement des Flandres de TotalEnergies, ce dépôt fait partie de l'entité DPCO : Dépôt Pétrolier de la Côte d'Opale, qui regroupe le dépôt de Mardyck et ses appointements. La capacité de stockage de liquides inflammables sur le site de Mardyck est constituée de plusieurs dizaines de réservoirs relevant de la rubrique ICPE 4734. Les principaux produits stockés sont des essences, du gazole et de l'éthanol.

Le site DPCO de Mardyck est soumis à plusieurs arrêtés préfectoraux dont l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/07/2021 donnant acte de l'étude de dangers déposée en 2020. Le dépôt de Mardyck est classé Seveso Seuil Haut.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opérations Interne	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 9.7.1 de l'annexe 1	Sans objet
2	Exercice POI	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 9.7.1 de l'annexe 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI s'est déroulé correctement.

Quelques points d'amélioration ont été évoqués lors du bilan de l'exercice.

Suite à la suspension, par le tribunal judiciaire de Dunkerque, de la version 15.0 du POI, l'exploitant a informé l'inspection que la version à prendre en compte provisoirement était la version 14.1.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opérations Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 9.7.1 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Plans de secours
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de : <ul style="list-style-type: none">• contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;• mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement. Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers. Il est réexaminé et mis à jour au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque changement notable porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant, avant la mise en service d'une nouvelle installation, à chaque révision de l'étude de dangers, à chaque modification de l'organisation. Le Plan de Défense Incendie formalisant la stratégie de lutte est inclus dans le POI. Le POI prévoit

une articulation avec le PPI.

[...]

Le P.O.I. est diffusé pour information, à chaque mise à jour :

- en double exemplaire à l'inspection des installations classées (DREAL : unité départementale et service Risques) au format papier. Une version électronique et opérationnelle du POI est envoyée conjointement à la version papier à l'inspection des installations classées ;
- au SDIS qui précisera le nombre d'exemplaires à transmettre en fonction des nécessités opérationnelles ;
- à la préfecture.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne (POI). Le jour de l'exercice, la version en vigueur du POI est la version 15 qui a été transmise à l'administration en octobre 2024.

Le POI intègre également :

- le plan de défense incendie (en application de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation
- la liste des produits de décomposition (en application des dispositions de l'arrêté du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement

Par ailleurs l'exploitant a conventionné avec une entreprise pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. Dans le POI, la fiche de fonction du directeur des opérations internes (DOI) prévoit l'échange avec les autorités sur ce sujet.

Dans les annexes du POI figure également la convention d'assistance mutuelle signée avec le Grand Port maritime de Dunkerque et plusieurs autres industriels (Versalis, Tepsa ST Dunkerque, DPC et Polychim industrie).

La dernière révision de cette convention remonte à 2017. l'exploitant est invité à s'interroger sur la pertinence d'une mise à jour de cette convention qui pourrait notamment être élargie à d'autres sites industriels.

Suite à l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection, par courrier du 14 novembre 2025, que, par un jugement du tribunal judiciaire de Dunkerque du 28 octobre 2025, la révision 15.0 du POI est suspendue.

L'exploitant informe qu'à titre transitoire, la version 15.0 est retirée et que la version précédente (14.1) est remise en vigueur.

l'inspection n'est pas opposée à la remise en vigueur provisoire de la version 14.1 du POI de l'établissement.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informera l'inspection sous deux mois de la possibilité de mettre à jour la convention d'assistance mutuelle.</p> <p>L'exploitant est invité à informer l'inspection des suites de la procédure judiciaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Exercice POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 9.7.1 de l'annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans de secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d'être impactées par un accident majeur (P.O.I articulé). S'agissant des exercices organisés par les installations voisines susceptibles d'avoir des effets sur les personnes ou les installations de son site, l'exploitant y participe.</p> <p>La fréquence des exercices P.O.I est <i>a minima</i> annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours du Nord (SDIS59) sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le scénario retenu pour l'exercice est un feu de cuvette sur le bac A501. Ce bac contient de l'essence.</p> <p>Le déroulement précis de l'exercice figure dans la partie confidentielle.</p> <p>Bilan de l'exercice</p> <p>A l'issue de l'exercice un bilan a été réalisé avec l'ensemble des participants</p> <p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonne participation du personnel - Bonne réunion préparatoire avant intervention du chef de feu - Bonne gestion des intervenants - Bonne communication PCD PCA CdF - SDIS estime bonne organisation PCD terrain, moyens adaptés. - Recensement en progression (37mn) - SDIS a été satisfait de l'intervention et de la fiche stratégie d'intervention très claire - SDIS rappelle les moyens humains disponible rapidement (8 binômes et 4 engins)

points à améliorer

SDIS rappel l'enjeu d'un appel précis au 18 afin d'envoyer les bons moyens

- Mettre rose des vents sur les plans en salle codir (voir pour en mettre une à l'entrée du site demande SDIS)
- Donner un talkie à l'officier du SDIS
- Informations contradictoires concernant le point de raccordement de la lance leader de maintien du tapis de mousse.
- FAX obsolète
- Déclenchement des cellules contrôle de l'air ambiant (Duquam et VDIP à Somain - Véhicule de Détection, d'Identification et de Prélèvement)
- Préventif sur berce du circuit de refroidissement

Type de suites proposées : Sans suite